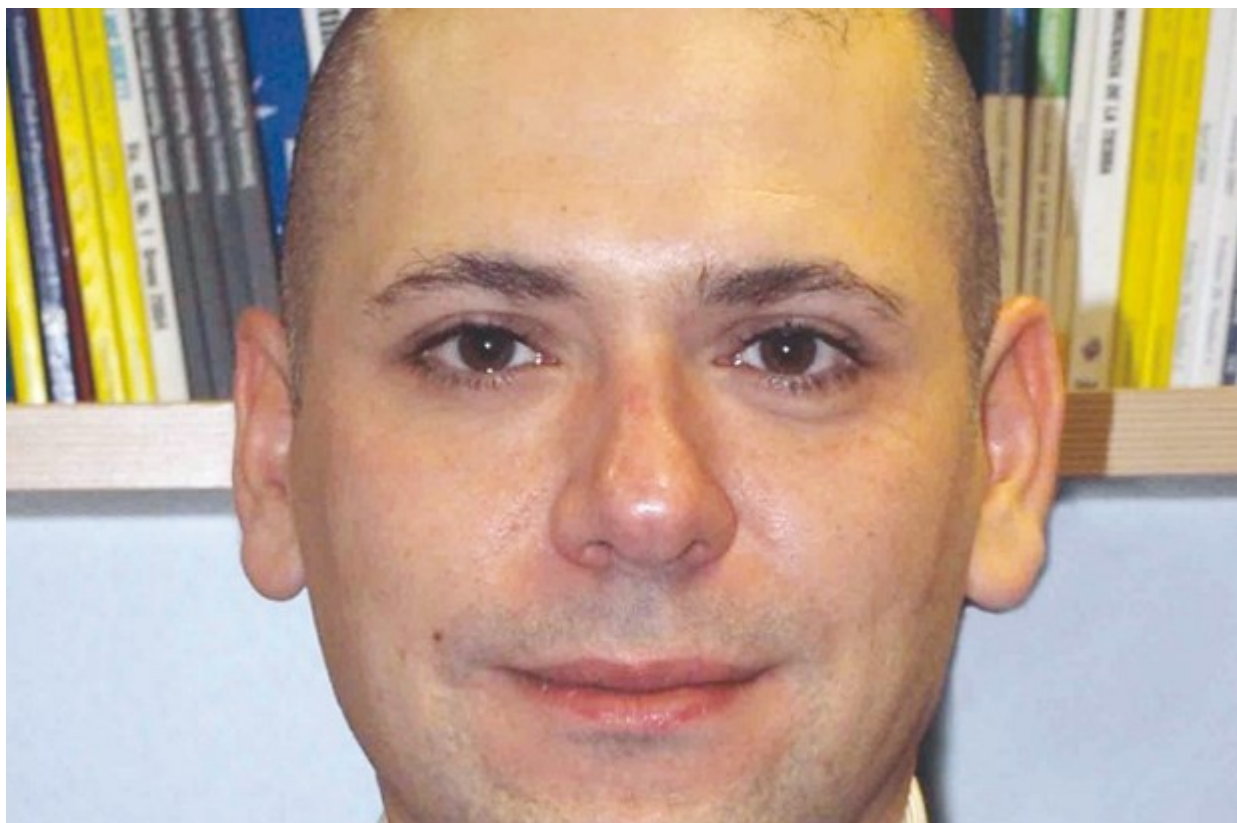


Le conflit en Libye et ses répercussions sur les pays de la région

Barah Mikail : “L’Algérie n’est pas à l’abri d’une nouvelle attaque”



Barah Mikail est directeur de recherche à la Fride (Madrid-Bruxelles) et professeur associé à l'université Saint-Louis de Madrid. Dans un contexte marqué par une confusion généralisée autour du conflit politique et armé en Libye, il nous livre une lecture approfondie sur les événements et les questions qui préoccupent aussi bien les Libyens que leurs voisins

Liberté : Comment expliquez-vous cette flambée des violences armées en Libye à la veille de la reprise des pourparlers de paix en Algérie et, en suite, au Maroc ?

Barah Mikail : La violence n'a jamais réellement cessé en Libye, et surtout pas depuis que les deux parties principales en lutte - l'une connue sous le nom de Congrès général national, l'autre sous le nom de Parlement de Tobrouk - sont entrées dans des combats violents à l'été dernier. Dans les faits, après une très courte et relative accalmie en début d'année, ces acteurs en confrontation demeurent convaincus que seule la force des armes ferait la différence sur le terrain. En parallèle, d'autres acteurs, tel Daesh, veulent aussi entretenir l'illusion de leur domination progressive du terrain libyen, du moins en partie. Mais dans les faits, c'est un patchwork de conflits qui prévaut, certains inextricables, d'autres moins. Quant au CGN et au Parlement de Tobrouk, ou plus exactement aux forces armées qui agissent en leurs noms, elles cherchent, dans le fond, à apparaître à la fois comme les maîtres et les victimes des évolutions en cours, selon qu'elles s'adressent à ladite communauté internationale ou à la population libyenne.

Le général Khalifa Haftar lance plusieurs opérations militaires au risque de saper les efforts de paix en cours. Haftar chercherait-il à influencer sur le déroulement du dialogue inter-libyen, surtout qu'il agit maintenant en tant que chef d'état-major de l'armée libyenne ?

Haftar n'est pas le seul responsable de la violence. C'est une guerre qui a cours en Libye, et elle a ses protagonistes qui ont une responsabilité partagée. Cela dit, le fait que Haftar, qui se sent renforcé par son statut de chef d'état-major de "l'armée libyenne", bénéficie de surcroît de soutiens s'étendant de l'Égypte à la Libye, n'est pas étranger à son sentiment de puissance. Il se sent légitimé par cette reconnaissance diplomatique, gage par ailleurs de son accès à des moyens militaires renforcés.

Son offensive ne risquerait-elle pas de provoquer le retrait du processus paix de la coalition islamiste Fajr Libya, qui est un des acteurs clés de la crise politico-sécuritaire libyenne ?

Les violences faisant partie du quotidien, un tel retrait servirait de prétexte pour ne pas négocier plus que de conséquence suite aux actions de la partie adverse. Fajr Libya et Tobrouk ont accepté de négocier autour d'une même table, et c'est déjà une bonne chose à porter au crédit de l'envoyé spécial de l'ONU, Bernardino León. L'envers du décor, c'est que ces parties se sont senties forcer la main dans ces négociations, et qu'elles ont pour seul point commun leur soif de pouvoir.

Pourquoi les islamistes sont-ils divisés en Libye alors qu'ils ont pour ennemi commun le controversé chef d'état-major Khalifa Haftar, accusé d'être un agent des États-Unis ?

Le "champ islamiste" n'est en effet pas cohérent, en ce sens que tous les islamistes ne sont pas forcément alliés car islamistes. Mais outre que cela me paraît être une bonne chose, il ne nous faut pas oublier que l'étiquette islamiste n'annule pas le label politique.

En substance, le CGN a beau être dominé par des forces politiques islamistes, il n'en demeure pas moins fonction de sa croyance en un cadre national libyen, contrairement aux groupes radicaux et transnationaux types Ansar al-Sharia et les affidés locaux de Daesh. C'est pourquoi même la notion d'alliance objectivée ne semble pouvoir fonctionner, du moins pour l'heure.

Quel est le rôle joué et qu'il peut encore jouer, du chef du parti libyen Al-Watan, Hakim Belhadj, dans les événements en cours en Libye et les négociations parrainées par l'ONU ?

Hakim Belhadj a été une figure de premier plan aux débuts de la transition libyenne. Mais même à cette époque, son image était entachée par le soutien dont il est réputé avoir bénéficié de la part du Qatar notamment.

De plus, ses orientations et son credo islamistes n'abondent pas forcément en son sens. La Libye est certes un pays conservateur, mais les orientations islamistes de sa population restent à prouver, contrairement à ce que l'on croit souvent. C'est pourquoi le rôle et l'influence de Belhadj se limitent au champ des acteurs politiques islamistes libyens membres du CGN et, potentiellement, leurs alliés répartis sur le reste du territoire. Mais je doute qu'il soit aussi transcendant qu'on se plaît parfois à le penser.

Hakim Belhadj est-il capable d'unir les mouvances islamistes sous la même bannière pour négocier en position de force lors des prochains rounds du dialogue inter-libyen ?

Les tractations internes à ce champ politique islamiste libyen me semblent maintenant dépasser le cas de Belhadj, dont la figure supposément importante a, en partie du moins, été le produit d'une construction médiatique. Cela ne veut pas dire que Belhadj n'aurait pas d'influence, il en garde sûrement. Mais son courant prévaut aussi parmi d'autres.

Les représentations diplomatiques étrangères en Libye ont été (et elles sont régulièrement) la cible d'attaques terroristes, revendiquées par l'État islamique. Quelle lecture faites-vous de ces actions qui se déroulent à Tripoli où la coalition des milices islamistes contrôlerait quasiment la situation ?

Des milices islamistes prévalent en effet dans la capitale qu'elles contrôlent, mais cela ne veut pas dire que l'État islamique serait devenu maître des lieux, ou qu'il bénéficierait des termes d'une alliance objective avec le

CGN et ses soutiens. Quant aux cibles gouvernementales privilégiées par Daesh, elles font pleinement sens : pour exprimer son rejet des institutions libyennes comme étrangères, cette formation a besoin de montrer qu'elle peut être plus forte que tout État et ses représentations étatiques. C'est un message adressé à la fois aux pays touchés par ces attaques, aux politiques libyens et aux populations libyennes comme de la région.

L'État islamique a fait de Syrte, la ville natale de Mouammar al-Kadhafi, son fief. Comment a-t-il pu s'y installer ?

C'est Derna que l'État islamique revendique comme étant son fief. L'explication la plus logique pour ce fait, c'est le vide politique dont a pu profiter cette organisation afin de le combler, qui plus est à un endroit moins privilégié par les parties officielles en combat. Autrement dit, il aurait été plus difficile pour Daesh de prétendre à une telle domination des perspectives dans des villes telles que Benghazi et Tripoli. Mais il ne faut pas pour autant en déduire que Daesh serait dominant en Libye. Il dispose certes d'une base et de relais, mais il me semble exagérer les réalités par rapport à ce qu'il représente réellement, pour l'heure du moins.

Que peut être le poids de l'État islamique dans une Libye livrée aux milices et où les partisans de l'ancien régime d'El-Kadhafi attendent le moment venu pour prendre leur revanche ?

Je ne vois pas Daesh se gagner la population libyenne. Celle-ci est majoritairement conservatrice, mais surtout pas fanatique ou djihadiste. Les affiliations et choix des Libyens se font réellement en faveur des forces politiques, claniques, tribales, libyennes stricto sensu.

La Libye est-elle en train de devenir la rampe de lancement de Daesh en Afrique ?

Elle y contribue, mais sans pour autant l'être pleinement. C'est l'ensemble de la déstabilisation régionale, Sahel inclus, qui abonde dans le sens de Daesh tout comme d'autres formations aux orientations similaires. Le cas d'al-Qaïda est très révélateur à cet égard. Donc la Libye n'est, au final, qu'un tremplin parmi d'autres, à l'instar de tout pays démuné d'institutions ou de structures étatiques fortes et/ou perçues comme légitimes par la population.

L'Algérie devrait-elle craindre un embrasement de la situation à sa frontière avec la Libye et un débordement du conflit sur son territoire, particulièrement le risque d'une infiltration des islamistes, interconnectés aux contrebandiers des armes et de l'or dans la zone située entre les tracés frontaliers nigérien, tchadien et du sud-est algérien ?

Les tentatives d'infiltration à la frontière algérienne sont déjà une réalité, mais côté algérien, je pense que les autorités vont contenir à tenir les perspectives d'une main de fer, même si une nouvelle attaque de type In Amenas n'est malheureusement jamais exclue. S'il y a cependant un pays dans la région qui me semble pouvoir éviter un débordement de la situation sur son territoire, c'est bien l'Algérie. Sa structure étatique, tout comme son histoire et le vécu récent de sa population, lui donnent des atouts en la matière.

Dans une lettre envoyée au président François Hollande, le chef du gouvernement libyen reconnu, Abdallah al-Theni, a demandé à la France d'intervenir militairement en Libye. Est-ce une option probable en raison de la flambée de violence en Libye ?

La France est claire là-dessus : elle croit une telle intervention nécessaire, mais elle ne la tenterait pas seule. Donc la réponse à cette question dépendra du Conseil de sécurité de l'ONU et/ou de la formation d'une coalition régionale ou internationale en la matière à laquelle la France se joindrait, voire prétendrait à une posture de leader. Tant que ces conditions ne sont pas réunies, on voit mal la France vouloir faire une sorte de cavalier seul.

Derrière la guerre armée et politique, il y a une guerre économique entre le gouvernement exilé à Tobrouk et le gouvernement parallèle de Fajr Libya à Tripoli. Qui contrôle justement l'exploitation du pétrole libyen, au milieu de cette anarchie ?

Pour l'heure, c'est l'anarchie en effet, et une grande partie du conflit autour du pouvoir passe par la volonté d'appropriation des ressources et infrastructures pétrolières. Mais c'est cette même situation qui a quasiment

réduit à néant la production pétrolière libyenne, avec ce qui s'ensuit comme répercussions sur l'état des finances, et donc sur la population. Grosso modo, le GNC prétend à sa mainmise sur les champs ouest du pays et Tobrouk sur ceux de l'est. Mais alors que la nature exacte des contrôles de puits pétroliers reste à éclaircir, la récente annonce par Tobrouk de sa volonté d'exploiter par lui-même un pétrole dont il transférerait les revenus à une banque basée aux Émirats arabes unis plutôt qu'à la banque centrale libyenne a ranimé les polémiques. Il y a ainsi bel et bien une guerre de type économique, mais elle vient se greffer sur des enjeux qui relèvent surtout de l'ordre du politique.

Le scénario d'une scission de la Libye est souvent remis sur le tapis par les analystes et les journalistes qui traitent de la crise dans ce pays. Est-il toujours d'actualité, au vu des événements en cours et des tensions tribales persistantes ?

Le scénario d'une scission libyenne est toujours d'actualité, mais ce n'est pas pour autant qu'il prévaudra forcément. Je crois que la Libye gardera, sur les 5 à 10 prochaines années, ses frontières extérieures officielles actuelles, mais en retour, une forme de fragmentation territoriale prendra corps à niveau interne, en fonction des concentrations de population et de leurs affiliations identitaires comme politiques et/ou idéologiques. Il faut bien reconnaître que la Libye est un artifice qu'ont entretenu les forces coloniales puis les dirigeants libyens, essentiellement par la force des choses. Il n'y a aucune raison pour que le chaos concomitant au "printemps arabe" s'avère pouvoir y remédier positivement.

La crise libyenne c'est aussi une guerre sans merci dans la partie sud du pays. Quels en sont les tenants et les aboutissants de cette guerre, à caractère tribal, indépendamment de la crise politico-sécuritaire née de la chute de l'ancien régime d'al-Kadhafi ?

La principale faiblesse du Fezzan, c'est sa jonction territoriale avec des pays en proie à une instabilité, l'ascendant tribal qui s'exerce en son sein et que même Kadhafi a dû respecter, l'usage par certaines forces djihadistes de cet espace comme tremplin pour mener leurs actions de combat régionales, sans oublier bien sûr la soumission de cette région à toutes sortes de trafics en armes et drogues notamment. C'est une situation qui contribue à l'instabilité régionale. Mais les risques posés ici, bien que sérieux, ne devraient pas nous faire oublier que le principal problème de la Libye aujourd'hui demeure la définition d'un cadre institutionnel nouveau qui permettrait, graduellement, et probablement durant une période assez étendue, de trouver une formule de partage du pouvoir reléguant le recours à la violence à un second, voire troisième plan. Et cela, l'ONU semble, en dépit de ses faiblesses, le seul organisme qui pourrait être capable d'en tracer la voie.

L. M.